

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

AVIS 32.616/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

ADVIES 32.616/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président du Sénat, le 28 novembre 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur une proposition de loi "modifiant l'article 54 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins" (Doc. parl., Sénat, 1999/2000, n° 2-533/1), a donné le 21 janvier 2002 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 28 november 2001 door de Voorzitter van de Senaat verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van wetsvoorstel "tot wijziging van artikel 54 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten" (Parl. St. Senaat, 1999/2000, nr. 2-533/1), heeft op 21 januari 2002 het volgende advies gegeven :

Compétence du législateur fédéral

La proposition examinée vise à organiser une procédure obligatoire entre les sociétés de gestion des droits d'auteur et des droits voisins, d'une part, et les câblo-distributeurs, d'autre part, pour régler le litige qui les oppose lorsque ces parties ne parviennent pas à conclure ou à reconduire un accord autorisant la retransmission par câble d'oeuvres générant des droits d'auteur et des droits voisins.

La question se pose dès lors de savoir si la proposition examinée relève de la matière de la radiodiffusion et télévision, attribuée aux communautés par l'article 4, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ou de la propriété intellectuelle, réservée à l'autorité fédérale par l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 7°, de la même loi spéciale.

La directive 95/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à l'utilisation de normes pour la transmission de signaux de télévision contient, en son article 4, des dispositions ayant trait à la propriété intellectuelle. Saisies d'un avant-projet de décret de la Communauté française visant à assurer la transposition de cette directive, les chambres réunies de la section de législation du Conseil d'Etat ont considéré que les communautés ne pouvaient transposer cette disposition

"... qu'au titre des pouvoirs implicites, aux conditions prévues à l'article 10 de la loi spéciale, précitée, et précisées par la Cour d'arbitrage." ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Avis 27.610/VR/4 des 26 mai et 8 juin 1998 sur un avant-projet devenu le décret de la Communauté française du 4 janvier 1999 modifiant le décret du 17 juillet 1987 sur l'Audiovisuel et assurant la transposition de la directive 97/36/CE du 30 juin 1997 et de la directive 95/47/CE du 24 octobre 1995 (Doc. C.C.F., 1997-1998, n° 267/1). Voir dans le même sens l'avis 29.415/4 du 4 octobre 1999 sur un avant-projet devenu la loi du 8 juillet 2001 modifiant la loi du 30 mars 1995 concernant les réseaux de distribution d'émissions de radiodiffusion et l'exercice d'activités de radiodiffusion dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale (Doc. parl., Chambre, 1999-2000, n° 774/1).

Dans le même sens, en matière d'enseignement, avis 27.488/1 du 14 mai 1998 sur un avant-projet devenu le décret de la Communauté flamande du 14 juillet 1998 betreffende het onderwijs IX (Doc. Vl. R., 1997-1998, n° 1057/1, pp. 29-31, sous l'article 10); avis 26.242/2 du 23 avril 1997 sur un avant-projet devenu le décret de la Communauté française du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre (Doc. C.C.F., 1996-1997, n° 152/1, sous l'article 18).

Cette interprétation a été confirmée par la Cour d'arbitrage en son arrêt n° 109/2000 du 31 octobre 2000 (considérants B.10.1 à B.10.11.).

Il en résulte que, même lorsqu'elles s'appliquent au domaine de la radio-diffusion et de la télévision, les normes en matière de propriété intellectuelle relèvent en principe de la compétence de l'autorité fédérale. Le législateur fédéral est donc compétent pour adopter la proposition examinée.

Examen de la proposition

1. Ainsi que le Conseil d'Etat l'a déjà souligné à propos d'autres propositions soumises récemment à son avis, lorsqu'il examine une proposition de loi, l'auditeur-rapporteur, chargé d'instruire le dossier de demande d'avis, ne dispose pas d'un interlocuteur pouvant l'éclairer sur la portée du texte.

2. L'actuel article 54 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins permet, lorsque la conclusion d'un accord n'est pas possible entre la société de gestion des droits et le câblodistributeur, que l'une des parties fasse appel à des médiateurs, chargés d'aider aux négociations et de formuler des propositions. La proposition examinée entend remplacer cette médiation par l'intervention d'une commission. La commission serait convoquée par le ministre compétent pour le droit d'auteur ou par une des parties concernées (article 54, § 1^{er}, alinéa 2, proposé). Les développements de la proposition précisent que cette procédure serait "obligatoire entre les parties". Cette commission prendrait une décision dans l'hypothèse où la conclusion ou le renouvellement d'un accord n'est pas possible (article 54, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, proposé). Cette décision serait rendue obligatoire à l'égard des tiers par arrêté royal, sauf si le ministre compétent estime qu'elle contient des dispositions manifestement illégales ou contraires à l'intérêt général (article 54, § 3, proposé). Comme le relèvent les développements de la proposition, cette procédure "permet d'aboutir au règlement du litige".

3. Au regard des critères dégagés en la matière tant par la doctrine que par le Conseil d'Etat ⁽²⁾ et la Cour d'arbitrage ⁽³⁾, le litige dont question, relatif aux droits d'auteur, porte sur un droit civil au sens de l'article 144 de la Constitution. Selon cette disposition,

"... les contestations qui ont pour objet des droits civils sont exclusivement du ressort des tribunaux."

La Cour d'arbitrage a précisé à ce sujet qu'

"... en disposant que les contestations qui ont pour objet des droits civils sont exclusivement du ressort des tribunaux, l'article 144 accorde à tous une garantie qui ne peut être arbitrairement retirée à certains : s'il apparaissait qu'une catégorie de

⁽²⁾ Comme l'ont relevé les chambres réunies de la section de législation du Conseil d'Etat, "par la loi du 22 mars 1886, le législateur a eu pour but non seulement de protéger les artistes mais aussi de favoriser le développement des arts, ce dernier but présentant un intérêt plus large s'étendant à toute la société. Quoiqu'il en soit, par cette loi, le législateur est intervenu pour régler sur des points déterminés des rapports de droit privé, à savoir les rapports qui se nouent entre, d'une part, l'auteur et, d'autre part, les personnes qui veulent représenter ou exécuter publiquement son oeuvre. C'est pourquoi cette loi du 22 mars 1886 est considérée comme ressortissant au droit civil. C'est pourquoi également, si le droit subjectif créé par cette loi au profit de l'auteur, ne peut être classé dans une des catégories traditionnelles des droits reconnus jusque-là, ce droit subjectif est considéré comme un droit civil" (avis 15.196/VR du 13 juillet 1983 sur une proposition de décret de la Communauté française "adaptant les droits réservés aux auteurs et compositeurs à la démocratisation de l'accès aux activités culturelles", cité in Doc. parl., Sénat, S.E. 1988, n° 329-2, p. 667). La section de législation précise encore que "la législation relative au droit d'auteur n'est pas insérée dans le Code civil, mais elle s'y rattache incontestablement et la propriété intellectuelle qu'elle organise, en tant qu'elle se rapporte aux «droits pécuniaires» de l'auteur s'apparente par plus d'un côté à la propriété des biens matériels que règle le Code civil. Les «droits moraux» de l'auteur sont régis par des «principes qui forment les droits au respect de la personnalité» (A. Berenboom, «Le droit d'auteur», Larcier, Bruxelles, 1984, pp. 122 et 123. Sur la parenté entre le droit d'auteur et les autres droits intellectuels, d'une part, et les droits réels, régis par le Code civil, d'autre part, voyez aussi H. De Page, Traité élémentaire de droit civil belge, Bruylant, Bruxelles, 3^e éd., n° 133, p. 198). Prise dans son ensemble, la matière du droit d'auteur appartient au droit civil au sens large" (avis 15.404/2 du 1^{er} avril 1985 sur une proposition de loi "portant modification de la loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur, par l'instauration d'une licence pour la distribution par fil ou par câble d'émissions radiodiffusées", Doc. parl., Sénat, 1981-1982, n° 147/1).

⁽³⁾ C.A., arrêt n° 133/2001 du 30 octobre 2001, considérants B.6.1. à B.6.4. Voir également : C.A., arrêt n° 14/97 du 18 mars 1997, considérants B.4. à B.7.

personnes est privée du droit de saisir les tribunaux à propos d'une contestation portant sur un droit civil, cette différence de traitement ne pourrait être justifiée puisqu'elle se heurterait à l'article 144, précité. Elle violerait donc les articles 10 et 11 de la Constitution." ⁽⁴⁾.

Il résulte de ce qui précède que prévoir l'intervention obligatoire d'une commission permettant d'aboutir au règlement de contestations ayant pour objet des droits civils serait contraire à la Constitution.

4. Telle qu'elle est rédigée, la proposition méconnaît également la directive 93/83/CEE du Conseil du 27 septembre 1993 relative à la coordination de certaines règles du droit d'auteur et des droits voisins du droit d'auteur applicables à la radiodiffusion par satellite et à la retransmission par câble (J.O.C.E., n° L. 248 du 6 octobre 1993). En effet, d'une part, en remplaçant l'actuel article 54, elle supprime la possibilité qui y est prévue de faire appel à un collège de médiateurs lorsque la conclusion d'un accord est impossible. Or, en vertu de l'article 11 de la directive, les Etats membres doivent veiller à ce que toutes les parties concernées puissent recourir à la médiation. D'autre part, l'article 12.2 de la directive permet à un Etat de maintenir un "organisme compétent pour connaître des cas où le droit de retransmission au public par câble dans cet Etat aura été refusé arbitrairement ou proposé à des conditions abusives par un organisme de radiodiffusion", lorsqu'un tel organisme existait à la date du 1^{er} janvier 1995. Un tel organisme ne peut donc plus être créé après cette date.

⁽⁴⁾ C.A., arrêt n° 14/97, précité, considérant B.3.; C.A., arrêt n° 133/2001, précité, considérant B.4.2. La Cour s'assure donc que le législateur ne confie à une juridiction extra-judiciaire, en application de l'article 146 de la Constitution, que le règlement de contestations relatives à des droits politiques visés à l'article 145 de la Constitution. Voir dans le même sens, notamment, les avis de la section de législation du Conseil d'Etat 23.324/9 du 29 avril 1996 sur une proposition de décret relatif à l'existence et au développement d'une presse indépendante et pluraliste (Doc. C.C.F., S.E. 1995, n° 10/2) et 26.380/2 du 23 juin 1997 sur un avant-projet devenu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale (Doc. parl., Chambre, 1996-1997, n° 1341/1).

L'article 12.3 de la directive a repoussé l'option d'un arbitrage obligatoire, un temps envisagé par la Commission européenne : c'est le principe de la libre négociation contractuelle qui a été consacré par la directive ⁽⁵⁾.

5. L'objectif poursuivi par la proposition semble être d'obtenir une modification de la jurisprudence des tribunaux, jugée défavorable aux auteurs. Les développements contiennent, en effet, la considération suivante :

"Il s'avère dans la pratique que des désaccords sur les montants ou les modalités de droits à verser empêchent le versement aux auteurs d'une juste rétribution.

Les tribunaux considèrent qu'en cas de désaccord, il n'est pas adéquat de suspendre la retransmission en raison de la prise en compte de la proportionnalité entre le fait (non versement des droits) et le dommage causé aux téléspectateurs (interruption des programmes).".

Le Conseil d'Etat n'a pas connaissance de la jurisprudence invoquée. Il attire cependant l'attention de l'auteur de la proposition sur le fait que, pour obtenir une modification de la jurisprudence, il n'est pas nécessaire de soustraire un contentieux aux juridictions judiciaires. Une modification de la législation appliquée par ces juridictions permettrait, en effet, d'obtenir le même résultat sans méconnaître l'organisation constitutionnelle des pouvoirs ni le principe de la libre négociation contractuelle consacré par la directive.

Il va cependant de soi qu'une telle modification ne pourrait pas interférer dans des litiges en cours et qu'elle devrait être raisonnablement justifiée par rapport au but poursuivi.

⁽⁵⁾ Voir notamment V.-L. Benabou, *Droits d'auteur, droits voisins et droit communautaire*, Bruxelles, Bruylant, 1997, p. 360; A. Berenboom, *Le nouveau droit d'auteur et les droits voisins*, Bruxelles, Larcier, 1997, 2^e éd., p. 96; C. Doutrelepon, "La libre circulation des émissions de radiodiffusion", *Rev. du Marché uniq. eur.*, 1994/2, pp. 10-108.

Bevoegdheid van de federale wetgever

Het onderzochte voorstel heeft tot doel een verplichte procedure in te stellen om onderlinge geschillen te beslechten tussen enerzijds vennootschappen voor het beheer van auteursrechten en naburige rechten en anderzijds kabelmaatschappijen, wanneer die partijen er niet in slagen een overeenkomst te sluiten of te vernieuwen waarbij toestemming wordt gegeven om werken die aanleiding geven tot auteursrechten en naburige rechten, via de kabel door te geven.

De vraag rijst derhalve of het onderzochte voorstel betrekking heeft op het domein van de radio-omroep en de televisie, waarvoor de bevoegdheid toegekend is aan de Gemeenschappen bij artikel 4, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, of op dat van de intellectuele eigendom, waarvoor alleen de federale overheid bevoegd is krachtens artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 7°, van dezelfde bijzondere wet.

Artikel 4 van richtlijn 95/47/EG van het Europees Parlement en de Raad van 24 oktober 1995 inzake het gebruik van normen voor het uitzenden van televisiesignalen bevat bepalingen die betrekking hebben op intellectuele eigendom. In hun advies over een voorontwerp van decreet van de Franse Gemeenschap dat ertoe strekt die richtlijn om te zetten, hebben de verenigde kamers van de afdeling wetgeving van de Raad van State het volgende gesteld :

"Il s'ensuit que les articles 4 à 7 de l'avant-projet qui visent à insérer dans le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel des articles 19sexies à 19nonies en vue de transposer les dispositions susmentionnées de l'article 4 de la directive ne peuvent être adoptés par le législateur communautaire qu'au titre des pouvoirs implicites, aux conditions prévues à l'article 10 de la loi spéciale précitée et précisées par la Cour d'arbitrage." ⁽¹⁾ .

⁽¹⁾ Advies 27.610/VR/4 van 26 mei en 8 juni 1998 over een voorontwerp dat het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 januari 1999 houdende wijziging van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector en omzetting van de richtlijn 97/36/EG van 30 juni 1997 en van de richtlijn 95/47/EG van 24 oktober 1995 geworden is (Gedr. St., C.C.F., 1997-1998, nr. 267/1). Zie in dezelfde zin advies 29.415/4 van 4 oktober 1999 over een voorontwerp dat de wet van 8 juli 2001 tot wijziging van de wet van 30 maart 1995 betreffende de netten voor distributie voor omroepuitzendingen en de uitoefening van televisieomroepactiviteiten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad geworden is (Gedr. St., Kamer, 1999-2000, nr. 774/1).
In dezelfde zin, inzake onderwijs, advies 27.488/1 van 14 mei 1998 over een voorontwerp dat het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 14 juli 1998 betreffende het onderwijs IX geworden is (Doc. Vl. R., 1997-1998, nr. 1057/1, blz. 29-31, onder artikel 10); advies 26.242/2 van 23 april 1997 over een voorontwerp dat het decreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 geworden is, dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren (Doc. C.C.F., 1996-1997, nr. 152/1, onder artikel 18).

Het Arbitragehof heeft deze interpretatie bevestigd in arrest nr. 109/2000 van 31 oktober 2000 (overwegingen B.10.1 tot B.10.11).

Hieruit volgt dat de rechtsregels inzake intellectuele eigendom in principe vallen onder de bevoegdheid van de federale overheid, zelfs wanneer ze betrekking hebben op het domein van de radio-omroep en de televisie. De federale wetgever is dus bevoegd om het onderzochte voorstel aan te nemen.

Onderzoek van het voorstel

1. Zoals de Raad van State reeds onderstreept heeft in verband met andere voorstellen die hem recentelijk om advies voorgelegd zijn, beschikt de auditeur-rapporteur, die belast is met het onderzoek van het dossier van de adviesaanvraag, bij het onderzoeken van een wetsvoorstel niet over een contactpersoon die hem toelichting kan verschaffen omtrent de draagwijdte van de tekst.

2. Luidens het huidige artikel 54 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten kan één van de partijen, wanneer geen overeenkomst kan worden gesloten tussen de vennootschap die de rechten beheert en de kabelmaatschappij, een beroep doen op bemiddelaars die tot taak hebben bijstand te verlenen bij het voeren van onderhandelingen en voorstellen te doen. Het onderzochte voorstel heeft tot doel die bemiddeling te vervangen door de bemoeienis van een commissie. De commissie zou worden bijeengeroepen door de minister die bevoegd is voor het auteursrecht of op verzoek van één van de betrokken partijen (voorgesteld artikel 54, § 1, tweede lid). In de toelichting bij het voorstel wordt verduidelijkt dat het gaat om een "verplichte procedure (...) tussen de partijen". Die commissie zou een beslissing nemen indien geen overeenkomst kan worden gesloten of vernieuwd (voorgesteld artikel 54, § 1, eerste lid). Die beslissing zou bij koninklijk besluit verbindend worden verklaard ten aanzien van derden, tenzij de bevoegde minister van oordeel is dat ze kennelijk onwettige bepalingen bevat of bepalingen die strijdig zijn met het algemeen belang (voorgesteld artikel 54, § 3). Zoals in de toelichting bij het voorstel wordt opgemerkt, is die procedure bedoeld om "het geschil te beslechten".

3. In het licht van de criteria die zowel in de rechtsleer als door de Raad van State ⁽²⁾ en het Arbitragehof ⁽³⁾ in dezen zijn vastgesteld, heeft het geschil in kwestie betreffende auteursrechten betrekking op een burgerlijk recht in de zin van artikel 144 van de Grondwet. Dat artikel luidt als volgt :

"Geschillen over burgerlijke rechten behoren bij uitsluiting tot de bevoegdheid van de rechtbanken."

⁽²⁾ De verenigde kamers van de afdeling wetgeving van de Raad van State hebben opgemerkt : "par la loi du 22 mars 1886, le législateur a eu pour but non seulement de protéger les artistes mais aussi de favoriser le développement des arts, ce dernier but présentant un intérêt plus large s'étendant à toute la société. Quoiqu'il en soit, par cette loi, le législateur est intervenu pour régler sur des points déterminés des rapports de droit privé, à savoir les rapports qui se nouent entre, d'une part, l'auteur et, d'autre part, les personnes qui veulent représenter ou exécuter publiquement son oeuvre. C'est pourquoi cette loi du 22 mars 1886 est considérée comme ressortissant au droit civil. C'est pourquoi également, si le droit subjectif créé par cette loi au profit de l'auteur, ne peut être classé dans une des catégories traditionnelles des droits reconnus jusque-là, ce droit subjectif est considéré comme un droit civil" (advies 15.196/VR van 13 juli 1983 over een voorstel van decreet van de Franse Gemeenschap "adaptant les droits réservés aux auteurs et compositeurs à la démocratisation de l'accès aux activités culturelles", opgenomen in Gedr. St., Senaat, B.Z., 1988, nr. 329-2, blz. 667). De afdeling wetgeving preciseert voorts: "De wetgeving op het auteursrecht is niet opgenomen in het Burgerlijk Wetboek, maar hangt er onbetwistbaar mee samen en de intellectuele eigendom welke zij organiseert, in zoverre zij op de 'geldelijke rechten' van de auteur betrekking heeft, is in meer dan één opzicht verwant met de door het Burgerlijk Wetboek geregelde eigendom van stoffelijke goederen. Ten aanzien van de 'zedelijke rechten' van de auteur gelden 'beginselen die de rechten met betrekking tot eerbiediging van de persoonlijkheid vormen' (A. Berenboom, "Le droit d'auteur", Larcier, Brussel, 1984, blz. 122 en 123. Vergelijk wat betreft de verwantschap tussen enerzijds het auteursrecht en de overige intellectuele rechten en anderzijds de door het Burgerlijk Wetboek geregelde zakelijke rechten, ook : H. De Page, "Traité élémentaire de droit civil belge", Bruylant, Brussel, 3e uitgave, nr. 133, blz. 198). Over het geheel beschouwd, behoort het auteursrecht tot het burgerlijk recht in de ruime zin" (advies 15.404/2 van 1 april 1985 over een voorstel van wet "tot wijziging van de wet van 22 maart 1886 op het auteursrecht, houdende de instelling van een vergunning inzake de distributie per draad of per kabel van radio-uitzendingen", Gedr. St., Senaat, 1981-1982, nr. 147/1).

⁽³⁾ Arbitragehof, arrest 133/2001 van 30 oktober 2001, overwegingen B.6.1. tot B.6.4. Zie ook : Arbitragehof, arrest 14/97 van 18 maart 1997, overwegingen B.4. tot B.7. .../...

Het Arbitragehof heeft in dat verband gepreciseerd :

"Door te bepalen dat geschillen over burgerlijke rechten bij uitsluiting tot de bevoegdheid van de rechtbanken behoren, verleent artikel 144 van de Grondwet aan eenieder een waarborg die niet aan sommigen kan worden ontnomen. Mocht blijken dat aan een categorie van personen het recht wordt ontzegd om een betwisting over een burgerlijk recht bij de rechtbanken aanhangig te maken, dan zou dat verschil in behandeling niet kunnen worden verantwoord, aangezien het op het voormelde artikel 144 zou stuiten. Het zou de artikelen 10 en 11 van de Grondwet dan ook schenden." ⁽⁴⁾.

Uit wat voorafgaat, blijkt dat het in strijd zou zijn met de Grondwet te voorzien in de verplichte bemoeienis van een commissie om geschillen over burgerlijke rechten te beslechten.

4. Gelijk het voorstel geredigeerd is, levert het ook strijd op met richtlijn 93/83/EEG van de Raad van 27 september 1993 tot coördinatie van bepaalde voorschriften betreffende het auteursrecht en naburige rechten op het gebied van de satellietomroep en de doorgifte via de kabel (Publikatieblad nr. L. 248 van 6 oktober 1993). Doordat het voorstel het huidige artikel 54 vervangt, maakt het immers enerzijds een eind aan de mogelijkheid die daarin wordt geboden om een beroep te doen op een college van bemiddelaars wanneer geen overeenkomst kan worden gesloten. Krachtens artikel 11 van de richtlijn moeten de lidstaten er echter zorg voor dragen dat elk der betrokken partijen een beroep kan doen op bemiddelaars. Anderzijds bepaalt artikel 12.2 van de richtlijn dat een lidstaat "een orgaan" mag handhaven dat "bevoegd is kennis te nemen van gevallen waarin het recht op doorgifte van een programma via de kabel aan het publiek in die Lid-Staat door een omroeporganisatie op onredelijke gronden is geweigerd of op onredelijke voorwaarden is aangeboden", wanneer zulk een orgaan op 1 januari 1995 bestond. Zulk een orgaan mag na die datum dus niet meer worden opgericht. Bij

⁽⁴⁾ Arbitragehof, voornoemd arrest 14/97, overweging B.3; Arbitragehof, voormeld arrest 133/2001, overweging B.4.2. Het Arbitragehof vergewist zich er dus van dat de wetgever, met toepassing van artikel 146 van de Grondwet, alleen de beslechting van geschillen over politieke rechten zoals bedoeld in artikel 145 van de Grondwet aan een buitengerechtelijk rechtcollege toevertrouwt. Zie in dezelfde zin inzonderheid de adviezen van de afdeling wetgeving van de Raad van State 23.324/9 van 29 april 1996 "sur une proposition de décret relatif à l'existence et au développement d'une presse indépendante et pluraliste" (Gedr. St. C.C.F., B.Z., 1995, nr. 10/2), en 26.380/2 van 23 juni 1997 over een voorontwerp dat de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen is geworden (Gedr. St., Kamer, 1996-1997, nr. 1341/1).

artikel 12.3. van de richtlijn is de mogelijkheid van een verplichte scheidsrechterlijke uitspraak, die de Europese Commissie enige tijd heeft overwogen, verworpen : de richtlijn huldigt het beginsel van de contractvrijheid ⁽⁵⁾.

5. Het voorstel lijkt tot doel te hebben verandering te brengen in de rechtspraak van de rechtbanken, die voor auteurs ongunstig wordt geacht. In de toelichting staat immers de volgende overweging :

"In de praktijk blijkt dat onenigheid over de omvang van de te storten rechten of over de wijze waarop dit moet geschieden, de betaling van rechtvaardige vergoeding aan de auteurs in de weg staat.

De rechtbanken menen dat in geval van onenigheid de doorzending van programma's niet mag worden stopgezet rekening houdend met de proportionaliteit tussen het feit (niet-betaling van de rechten) en de schade die aan de kijkers berokkend wordt (onderbreking van de programma's).".

De Raad van State kent de aangevoerde rechtspraak niet. Hij maakt de indiener van het voorstel er echter attent op dat een geschil niet aan de justitiële gerechten hoeft te worden onttrokken om een wijziging in de rechtspraak teweeg te brengen. Met een wijziging van de wetgeving die door die gerechten wordt toegepast, kan namelijk hetzelfde resultaat worden bereikt zonder dat afbreuk wordt gedaan aan de grondwettelijke organisatie der machten of aan het principe van de contractvrijheid dat in de richtlijn wordt gehuldigd.

Het spreekt echter vanzelf dat zulk een wijziging geen uitwerking mag hebben op hangende geschillen en redelijk verantwoord moet zijn in verhouding tot het beoogde doel.

⁽⁵⁾ Zie onder meer V.-L. Benabou, "Droits d'auteur, droits voisins et droit communautaire", Brussel, Bruylant, 1997, blz. 360; A. Berenboom, "Le nouveau droit d'auteur et les droits voisins", Brussel, Larcier, 1997, tweede editie, blz. 96; C. Doutrelepon, "La libre circulation des émissions de radiodiffusion", Rev. du Marché uniq. eur., 1994/2, blz. 10-108.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. QUERTAINMONT,
J. JAUMOTTE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

G. MINNAERT,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. X. DELGRANGE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. X. DELGRANGE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr A.-F. BOLLY, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

G. MINNAERT

Y. KREINS